LES COURS DU PÉTROLE EN RECUL HIER

Un certain effet Obama

Après s'être envolés la veille à plus de 70 dollars le baril, les cours du pétrole ont reflué hier, perdant plus de deux dollars, l'élection du démocrate Barack Obama à la présidence des Etats-Unis ayant eu un certain effet.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, s'échangeait, en baisse de 2,04 dollars, à 64,40 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Vers 14h05 GMT, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude, pour livraison en décembre, s'échangeait à 68,04 dollars, en baisse de 2,49 dollars par rapport à son cours de clôture de la veille. Mardi, les prix du pétrole avaient rebondi à plus de 70 dollars (70,53 dollars) le baril à New York, finissant en hausse de 6 dollars sous l'effet de «l'euphorie politique» suscitée par le résultat possible de l'élection américaine». A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord, à échéance identique, a bondi de 5,96 dollars à 66,44 dollars.

Rebond du dollar

Le dollar, qui avait enregistré mardi sa dégringolade la plus marquée contre l'euro en une seule séance depuis la mise en place de la monnaie unique européenne en 1999, a repris plus de 1% après la victoire d'Obama. Vers 10h30 GMT, l'euro s'échangeait à 1,2834 dollar, contre 1,2975 dollar mardi vers 22h00 GMT. La devise européenne reculait également face au yen à 126,17 yens, contre 129,36 mardi soir. Hier, le dollar perdait aussi du terrain face au yen, à 98,32 yens pour un dollar, contre 99,69 yens mardi. Et cela alors que les craintes sur la demande, responsable de l'effondrement des prix de l'or noir au mois d'octobre, reprenaient le dessus dans un climat général toujours très maussade.

Les Bourses dans le rouge

Après des clôtures en forte hausse à Tokyo (+4,46%), Hong Kong (+3,2%) et Shanghai (+3,16%), les Bourses européennes ont ouvert dans le rouge hier matin, accentuant même leurs pertes en cours de séance. Londres cédait ainsi 2,67%, Paris 2,71% et Francfort 2,02%. Mais il est vrai que les trois places européennes avaient anticipé la victoire du candidat démocrate en prenant plus de 4% chacune mardi. A New York, Wall Street avait terminé en hausse mardi mais devrait imiter l'Europe en ouvrant dans le rouge mercredi. Vers 09h30 GMT, le contrat à terme sur le Dow Jones, censé préfigurer son évolution, perdait 1,61% et celui sur le Nasdaq reculait de 1,56%.

Les stocks pétroliers estimés en hausse

Cette tendance devait être également confirmée par le rapport hebdomadaire du département américain de l'énergie et elle devait se répercuter sur les stocks pétroliers, attendus en hausse. Les réserves de brut devaient avoir augmenté de 1,1 million de barils la semaine dernière, tandis que les stocks d'essence sont attendus en recul de 800 000 barils. Les stocks de produits distillés, dont le gazole, devaient avoir augmenté de 1,4 million de barils. Cependant, les prix du brut pourraient commencer à se raffermir et trouver un socle grâce aux baisses de production mises en œuvre par les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

La décision de l'Opep bien appliquée

«Les premiers rapports indiquent que les membres de l'Opep vont appliquer, plus strictement qu'on ne s'y attendait, les baisses de production» décidées en octobre par l'organisation, juge un analyste. Après avoir chuté de près de quatre dollars lundi, les cours sont repartis mardi à la hausse, soutenus par l'annonce que les Emirats arabes unis avaient réduit leur production de 200 000 barils par jour. De son côté, l'Algérie a réduit sa production de brut de 71 000 barils par jour (b/j), se conformant à la récente décision de l'Opep de réduire de 1,5 million b/j au total sa production. Le cartel avait décidé de réduire sa production de brut à partir du 1er novembre pour tenter d'enrayer la chute des prix du pétrole qui ont perdu plus de la moitié de leur valeur depuis juillet.

Vers d'autres réductions de la production ?

Plus important, l'Arabie Saoudite a annoncé aux compagnies pétrolières qu'elle allait restreindre le volume qu'elles pourront exporter ce mois-ci. Ces annonces concrètes interviennent alors que de nombreux analystes doutaient de la volonté de certains pays d'appliquer la décision de l'Opep, au risque de réduire leurs revenus et de provoquer la colère des consommateurs. Le Venezuela a déjà annoncé qu'il proposerait une baisse d'un million de barils par jour de l'offre du cartel lors de sa prochaine réunion, «en décembre ou avant», selon le ministre de l'Energie et du Pétrole, Rafael Ramirez.

C. B. / Agences de presse

Réactions françaises à la victoire d'Obama

Il y a d'abord les réactions des officiels français qui se sont exprimés très tôt, hier, dès 5 heures 30 du matin pour féliciter le 44e président américain élu et pour se réjouir de cette occasion historique de travailler ensemble. Il y a aussi les déclarations des partis politiques et associations de divers bords. Il y a enfin la réaction de tous ceux, noirs, enfants nés du métissage, africains ou arabes des anciennes colonies, tous ceux qui, même s'ils ont fait preuve de leur compétence, ont jusque-là vu, cependant, hormis quelques cas alibi, les marches de l'ascenseur politique bloquées à leur accession à de hauts postes de responsabilité. Pour ces derniers, la victoire de l'Afro-Américain Obama peut constituer un espoir pour changer et faire bouger les choses.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Sarkozy n'a pas appelé Obama au téléphone, mais a adressé à «Monsieur le Président élu», très tôt dans la matinée d'hier, une lettre de félicitations pour sa victoire brillante. «En vous choisissant, c'est le choix du changement, de l'ouverture et de l'optimisme qu'a fait le peuple américain… Ce message du peuple américain résonne bien au-delà de vos frontières. Au moment où nous devons faire face ensemble à d'immenses défis, votre élection soulève en France, en Europe et au-delà dans le monde un immense espoir…» Et tout en assurant le nouvel élu de son soutien et de celui de la France, le chef de l'Etat français met sa casquette de président de l'UE (jusqu'à la fin de l'année) pour ajouter : «La France et l'Europe, qui sont unies depuis toujours aux Etats-Unis par les liens de l'histoire, des valeurs et de l'amitié, puiseront (dans l'élection d'Obama) une énergie nouvelle pour travailler avec l'Amérique à préserver la paix et la prospérité du monde.» Pas moins, et le président français donne déjà le ton à celui qui sera le 20 janvier prochain installé aux commandes de la Maison Blanche.

«Le rêve américain transcende les frontières»

Evoquant le rêve américain qui transcenderait aujourd'hui les frontières, François Fillon, dans sa lettre à Obama, y déclare notamment : «Face aux défis de notre temps — qu'il s'agisse de la crise financière, du changement climatique ou de la crise au Proche-Orient —, je tiens à vous assurer de l'importance qu'attache mon gouvernement au lien transatlantique.» Bernard Kouchner, ministre des AE et qui avait, rappelons-le, en son temps et alors qu'il était au PS, applaudi à l'invasion de Irak par les Etats-Unis, rend hommage «à l'esprit d'engagement, de générosité et de tolérance qui anime Barak Obama». Le monde, poursuit-il, «a besoin de son dynamisme, de son refus des injustices et de sa volonté d'aller de l'avant pour bâtir un monde plus stable, plus sûr et plus juste». Et maintenant que l'élection est pliée aux Etats-Unis, le french doctor, qui ne risque plus rien, ose sur les ondes de radio se répandre : «On n'avait pas à le dire jusque-là, mais aujourd'hui, oui, c'était notre candidat». Rama Yade, interrogée elle aussi hier par la station radiophonique France Info, s'est laissée aller : «Ce qui s'est passé là, c'est une chute du mur de Berlin fois dix… ce matin, nous avons tous envie d'être américains.» Même Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP, s'est fendu de cette déclaration : «Nous avions besoin que la première puissance du monde recouvrât son autorité morale : Barak Obama, parce qu'il est l'enfant du métissage, l'incarnation du mérite et de l'effort, avait le pouvoir d'opérer ce changement en un jour.»

«L'élection d'Obama n'est pas celle du président du monde»

A gauche, si Bertrand Delanoë comme Ségolène Royal ou encore Martine Aubry saluent cette victoire qui constitue un extraordinaire message d'espoir qui fait franchir au monde un nouveau cap, François Hollande, le secrétaire du PS, qui considère, lui aussi, qu'il s'agit «d'un choix qui a une résonance au-delà même des Etats-Unis, tempère cependant ses propos et les ardeurs de ses camarades en rappelant : «Si le monde est forcément concerné par cette belle élection symbolique, l'élection du président des Etats-Unis n'est pas l'élection du président du monde.» Quatre voix socialistes se sont distinguées en se prononçant essentiellement sur le symbole très fort que constitue l'élection d'un Afro-Américain à la présidence du plus grand Etat du monde. C'est notamment la teneur du communiqué de Bertrand Delanoë pour qui, «symboliquement, cette élection illustre la force et la richesse d'une société multiculturelle, quand elle sait puiser dans toutes ses ressources». Pour le président PS du Conseil régional de Guadeloupe, «cette élection, la première d'un homme noir, métis, démontre que les Etats-Unis s'acceptent comme une nation multiculturelle, qui plus est autour de valeurs très progressistes. Il faut croire en la puissante valeur symbolique de cet exemple, en particulier dans notre république». Quant à Jack Lang, il considère que «dans ce nouveau contexte, la métamorphose de la gauche française s'impose plus que jamais.

«En France, ça coince au gouvernement, comme dans les états majors des partis»

Cette métamorphose est très fortement exigée du Parti socialiste comme de l'UMP, comme d'ailleurs de tous les autres partis, quel que soit leurs poids sur la scène politique. Aujourd'hui en France, les personnes issues de la diversité ont dix fois moins de chances d'accéder aux postes politiques, le pouvoir étant réservé, à droite comme à gauche, aux castes qui se renouvellent, les gens qui ne sont pas du sérail n'y arrivant pas. Alors qu'en Amérique, il y a à peine 50 ans, on lynchait les Noirs dans les lieux publics, avec l'élection d'Obama, ce pays est en train de donner des leçons. Ça coincé en France, tant au gouvernement que dans les états majors des partis, alors que la population française a massivement soutenu la candidature d'Obama. Il est donc attendu des gestes forts. C'est le sens du message que devaient porter hier les militants noirs du Conseil représentatif des organisations noires de France (CRAN) qui demandent à Sarkozy «de ne pas ignorer cette revendication urgente d'égalité des Noirs de France».

K. B.-A.

CE MONDE QUI BOUGE

Un Noir à la Maison Blanche, et après !

Par Hassane Zerrouky

L'élection présidentielle américaine a passionné la planète. Elle a tenu en haleine des centaines de millions de gens. Du Moyen-Orient à l'Amérique latine, en passant par les continents européen et asiatique, les regards étaient rivés sur une élection pas comme les autres. Elle n'opposait pas seulement deux candidats — un démocrate et un républicain, mais deux visions de la place des Etats-Unis dans le monde. Une vision multilatéraliste, tenant compte de l'évolution d'un monde qui a changé, caractérisé par l'échec du projet d'hégémonie des Etats-Unis tel que conçu par les néo-conservateurs américains au lendemain de la chute du mur de Berlin, et surtout après le 11 septembre 2001 avec cette tentative de remodelage de la carte du Proche et Moyen-Orient dont la guerre en Irak devait donner le coup d'envoi. Barack Obama incarne donc cette vision qui veut tirer les leçons de l'échec américain afin de redonner sa place aux Etats-Unis dans un monde qui n'est plus celui dont rêvaient les néo-conservateurs de la Maison Blanche. L'autre projet, celui de John McCain, bien que corrigé à la marge, s'inscrivait dans la continuité de la politique, pourtant impopulaire, de Bush.

Sur le plan symbolique, cette élection a opposé un métis — père kényan et mère blanche — à un pur produit et représentant des WASP (White Anglo-Saxon Protestant), ces Blancs d'origine britannique qui ont pratiquement dirigé les Etats-Unis depuis leur fondation. Et de ce fait, dans le contexte d'un pays où le racisme a été l'un des éléments structurant la vie socio-politique américaine, la victoire d'Obama constitue sans nul doute un événement historique. Mais gardons-nous de tout enthousiasme. Un Noir à la Maison Blanche ne va pas changer fondamentalement la politique américaine. Barak Obama a été porté au pouvoir par un parti, le Parti démocrate, expression politique des classes dominantes américaines. Il a été soutenu par tous les grands groupes financiers américains. Il a disposé de plus de 600 millions de dollars pour mener sa campagne électorale contre à peine 300 millions pour son rival, John McCain. Cela signifie que ceux qui tiennent les cordons de la bourse capitaliste américaine et les grands médias qu'ils contrôlent l'ont préféré au candidat républicain. Le talent d'Obama, qui a mené une campagne intelligente au centre (les classes moyennes touchées par la crise) plutôt qu'à gauche, a fait le reste. Il a su surfer sur le bilan désastreux de George Bush. Une guerre d'Irak qui a coûté plus de 2000 milliards de dollars selon le prix Nobel d'économie américain, Joseph Stiglitz. Une situation sociale gravement détériorée avec pour point d'orgue une explosion sans précédent des inégalités. La déréglementation des crédits censés permettre l'accès au rêve américain s'est traduite par un désastre pour des millions de personnes qui se sont retrouvées sans logement et à la rue du jour au lendemain. Qui plus est, en portant un coup mortel à ce qu'il restait du Welfare State (l'Etat providence), plus de 40 millions d'Américains se sont retrouvés sans couverture maladie, incapables d'accéder à des soins de plus en plus chers. A quoi s'ajoute la dégradation du système éducatif. Enfin, et surtout, la promulgation du «Patriot Act», sous prétexte de lutte antiterroriste, a entraîné une régression de la société civile américaine.Cela dit, si l'élection d'Obama à la tête des Etats-Unis peut s'apparenter à une révolution, sa présidence, comme l'a indiqué l'ancien conseiller de Bill Clinton, Robert Maley (aujourd'hui dans le staff d'Obama), ne sera pas révolutionnaire. Car les fondamentaux de la politique étrangère US vont demeurer. Le Proche-Orient, par exemple, conservera une place centrale dans la stratégie américaine et pour le nouveau chef de la Maison Blanche : ce dernier, pour s'assurer du soutien du lobby sioniste, n'a pas hésité à déclarer en juin dernier que «Jérusalem sera la capitale indivisible et unifiée d'Israël» ! Les Palestiniens avaient alors apprécié.

H. Z.